



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE D'AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/N° 20/6.1

Objet : Commissionnement d'un agent de police municipale en matière d'infraction d'urbanisme

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2212.1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 480-1, L610-1 et suivants,

Considérant la nécessité d'assurer sur le territoire communal le respect des règles d'urbanisme, découlant des lois ou règlements, ainsi que des autorisations individuelles d'occupation du sol, et de commissionner un agent pour rechercher et constater les infractions en la matière,

Considérant le fait que Mme Lou MOULLIN-TRAFFORT, Gardien-Brigadier, dûment assermentée en qualité d'agent de police municipale en date du 28 février 2022, remplit les conditions pour être commissionnée à cet effet,

ARRETE

ARTICLE 1 : Mme Lou MOULLIN-TRAFFORT est commissionnée à l'effet de procéder à la constatation sur le territoire communal de toutes infractions aux règles relatives à l'urbanisme et aux autorisations d'occupation des sols en application des dispositions susvisées.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article R.160-3 du code de l'urbanisme, Mme Lou MOULLIN-TRAFFORT est porteuse du présent commissionnement lors de la constatation des infractions susvisées.

ARTICLE 3 : Les infractions constatées par Mme Lou MOULLIN-TRAFFORT s'opéreront au moyen de Procès-Verbaux qui seront transmis sans délai à Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire de NIMES.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Aigues-Mortes, le 17 janvier 2023

Le Maire

Pierre MAUMEJEAN

Notifié le 20.10.11.23
Signature de l'agent :

Hôtel de Ville
30220 AIGUES – MORTES
Tél : 04.66.73.90.90
Fax : 04.66.53.86.09

